

# TRAVAILLEUR REVOLUTION ALGERIENNE

4

## Documents adoptés par la conférence

### L'APPEL

Les délégations d'Associations, d'Organisations et de Comités d'aide à l'Algérie constitués en Allemagne, Angleterre, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne (émigration), France, Grèce, Hollande, Irlande, Italie, Portugal (émigration) et des observateurs de Centrales Syndicales et d'Organisations de toute l'Europe réunies en Conférence à la Cité Universitaire de Ben Aknoun (Alger) du 15 au 19 juin 1963, ont adopté à l'unanimité l'appel à l'opinion publique Européenne suivant :

A l'issue de sept années d'une guerre cruelle, l'Algérie compte 250.000 orphelins, 800.000 rapatriés des frontières, des milliers de villages détruits, 80 % d'analphabètes, des régions entières sans aide médicale, un millier d'usines abandonnées par leurs cadres, son économie désorganisée par le départ massif des Européens.

L'Algérie a besoin d'enseignants, de médecins, de spécialistes industriels et agricoles, de techniciens de la formation professionnelle, d'hommes prêts à partager généreusement leur savoir avec le peuple algérien.

L'Algérie a besoin d'équipement et de matériel dans tous les domaines : tracteurs, unités médicales, mobilier, dispensaires ambulants, matériel sanitaire, équipement scolaire, livres pour les bibliothèques.

L'Algérie a besoin de vivres pour ses enfants, de vêtements, de produits pharmaceutiques.

L'Algérie a besoin que l'on connaisse ses difficultés, ses efforts, ses espérances. Elle a besoin qu'on dise très haut la vérité, si souvent travestie.

Au moment où les travailleurs algériens affirment leur volonté de prendre en mains leur propre destin, et déclarent s'engager sur la voie du socialisme, les cent cinquante participants venus de dix pays à la Conférence européenne d'assistance non gouvernementale à l'Algérie, du 15 au 19 juin 1963, adressent un appel pressant à l'opinion internationale pour qu'elle apporte son appui à l'Algérie nouvelle.

Nous appelons particulièrement les organisations de travailleurs, les organisations syndicales, les coopératives, les mouvements de jeunesse, les administrations locales, les associations paysannes, les forces intellectuelles, à engager à cet effet, une action rapide et efficace.

La lutte héroïque du peuple algérien pour son indépendance a forcé l'estime du monde entier.

Vivent l'amitié et la solidarité avec l'Algérie Nouvelle !

### Extraits de la résolution sur l'information

Les différentes délégations se sont engagées (chacune selon ses possibilités et selon l'influence dont disposent ses membres et les organisations qu'ils représentent) à développer une activité concernant les questions suivantes :

— Organiser des conférences, des réunions, des assemblées, etc., pour faire connaître la vérité sur la révolution Algérienne, mettant en évidence ses buts de progrès, ses réalisations, ses perspectives, et la signification — non seulement algérienne mais aussi internationale — de sa marche vers le socialisme. Cela sans cacher ni minimiser les difficultés que la Révolution Algérienne rencontre, mais en expliquant les motifs, c'est-à-dire le poids écrasant qu'ont eu les 133 années de colonisation et les tragiques années de la guerre, affrontées héroïquement par le peuple algérien qui a su rendre vaines toutes les tentatives d'anéantir ses traditions nationales.

— Assurer la publication de reportages objectifs et documentés sur l'Algérie.

— Organiser des expositions de photos, de dessins, de tableaux.

— Utiliser d'une façon très rationnelle et auprès de tous les milieux, les nouvelles et la documentation que le Ministère Algérien de l'Information diffusera à travers ses bulletins périodiques et ses brochures.

— Faire éditer par chaque comité national, un bulletin contenant des informations générales, les actes de l'Assemblée Constituante et d'autres nouvelles sur l'Algérie.

— Utiliser toute la presse à laquelle collaborent dans leur pays les membres de la délégation pour faire une propagande objective, conçue dans un esprit de vive sympathie pour la cause du peuple algérien.

### Extraits de la résolution sur le travail et les affaires sociales

La Commission s'est permise de suggérer aux camarades algériens l'organisation du volontariat et notamment pendant les vacances de brigades de formations pour lesquels de la publicité pourrait être faite dans les différents pays.

La fixation préalable des conditions dans lesquelles ce volontariat et ces brigades pourraient être organisés est une des garanties du succès de cette forme d'aide.

En ce qui concerne les problèmes de l'enfance, la commission véritablement angoissée suite aux communications qui lui ont été faites, invite les délégués à la conférence à lancer dans leur pays respectif un vibrant appel pour que soit apportée toute aide de quelque nature qu'elle soit : vêtements, denrées, médicaments, matériels de tous genres, argent, à cette enfance déshéritée et pour laquelle le gouvernement algérien a déjà réalisé des efforts considérables.

### Extraits du rapport sur l'industrialisation et la commercialisation

En ce qui concerne les besoins en cadres et techniciens, la commission a constaté l'importance et l'urgence de l'aide nécessaire. Elle estime qu'il est actuellement indispensable de n'envoyer en Algérie que des cadres et techniciens confirmés et d'un sérieux indiscutable tant sur le plan technique que sur le plan politique. Elle invite les organisations nationales à analyser la possibilité de financer en tout ou en partie l'envoi de tels techniciens.

En ce qui concerne la création d'entreprises nouvelles la commission propose que les coopératives socialistes européennes qui sont particulièrement développées dans les pays nordiques, l'Angleterre, la Hollande et la Belgique financent l'installation d'unités de conditionnements, et de transformation des

produits agricoles des coopératives algériennes et mettent à la disposition de ces entreprises les techniciens qualifiés pour la conception et la réalisation de ces unités.

En ce qui concerne la commercialisation des produits agricoles et autres, la commission estime que les coopératives socialistes européennes sont à même de soutenir l'expérience des coopératives socialistes algériennes grâce aux vastes possibilités de distribution des organismes coopératifs européens.

### Résolution d'organisation et d'action

#### Annexe I

La Commission d'organisation et d'action souhaite la création en Algérie d'un organisme algérien de l'assistance technique non gouvernementale qui aurait pour mission notamment :

1) De renseigner les Comités Nationaux et d'organiser la liaison avec l'Administration Algérienne.

2) De centraliser les besoins algériens et de faire connaître aux comités nationaux ceux qui ne sont pas satisfaits à l'échelle gouvernementale.

3) D'organiser en liaison avec les Comités Nationaux l'envoi de stagiaires en Europe.

4) D'organiser l'accueil, l'orientation et les conditions de travail des volontaires européens.

5) De fournir aux Comités Nationaux des observations et des avis sur les projets d'aide que ceux-ci lui soumettraient.

6) De fournir aux Comités nationaux tous les éléments d'information leur permettant de sensibiliser leur opinion publique sur les besoins de l'Algérie.

#### Annexe II

La Commission d'organisation et d'action, après avoir procédé à un large échange de vue sur le problème de la création d'un Comité Permanent Inter-européen, a convenu que dans un bref délai, soit à l'initiative de l'Organisme Centralisateur Algérien dont la création est souhaitée, soit à l'initiative d'un Comité National, une consultation pourrait avoir lieu sur la nécessité d'une coordination des activités d'aide à l'Algérie.

Dès maintenant, les organisations, associations et comités nationaux qui en éprouvent la nécessité peuvent créer entre eux des liens provinciaux leur permettant de coordonner leur action.

Dans l'immédiat, les Comités Nationaux développeront tous leurs efforts pour sensibiliser l'opinion publique de leurs pays respectifs et apporter une aide à l'Algérie en fonction des besoins exprimés au cours de la Conférence.

## L'ARRESTATION DE BOUDIAF

Un an après l'indépendance, le gouvernement algérien a annoncé l'arrestation de ses opposants politiques, Boudiaf et trois autres. Dans une courte session de l'Assemblée nationale, Ben Bella parla de conspiration contre l'Etat.

Boudiaf fut un des leaders de la Révolution algérienne, arrêté par les autorités françaises et détenu avec Ben Bella sept ans auparavant. Quand la crise éclata l'année dernière, Boudiaf s'opposa à Ben Bella, refusa d'entrer dans le Bureau politique et refusa de siéger à l'Assemblée nationale où, cependant, il avait été élu. Il était généralement considéré comme le principal animateur du soi-disant Parti de la Révolution socialiste quoiqu'il déclînât toujours toute responsabilité pour les activités de cette organisation clandestine. Après son arrestation, le journal « Le Monde » publia une déclaration qu'il avait faite deux jours auparavant dans laquelle il condamnait les mesures prises par Ben Bella comme des mesures démagogiques et faisait allusion au mécontentement populaire en Algérie qui pourrait être exploitée par la bourgeoisie. Il a, cependant, nié que lui-même avait une activité politique de quelque importance.

Ces arrestations prennent place quelques jours après les troubles de l'armée dans les villes de Constantine et de Philippeville. Des informations détaillées relatives à ces événements n'ont pas été données.

Tous ceux qui approuvent les mesures prises par le gouvernement algérien pour placer l'Algérie sur la route du socialisme doivent reconnaître le droit au gouvernement de se défendre. Il a été admis par tous les observateurs impartiaux que le gouvernement algérien, jusqu'ici, n'a pris aucune mesure coercitive contre les opposants politiques et cela a été rappelé publiquement par Ben Bella et ses collègues en plusieurs circonstances. Dans le cas où Boudiaf n'aurait eu d'activité que strictement politique, son arrestation serait une faute. S'il est accusé de participation à un complot, il doit être jugé par un tribunal, avec la possibilité d'utiliser tous les moyens légaux et loyaux de la défense.

logue engagé autour d'une table avec les 9 travailleurs membres du Comité de gestion nous a appris davantage que bien des articles ou discours. Pour moi, il n'y a aucun doute : ils feront mieux que Borgeaud. Et, d'ores et déjà, leurs conditions d'existence, de logement, d'alimentation se sont radicalement transformées. En vérité, ce qui commence ici est une expérience formidable, et le Président de notre Conférence, M. Lelio Basso, a eu bien raison de dire, dans son discours de clôture, s'adressant, à travers le Président Ben Bella, au peuple algérien lui-même : « Vous nous avez rendu confiance dans l'avenir de l'humanité. » Il a exprimé par ces mots, très exactement, ce que nous ressentions tous.

— Avez-vous eu quelques difficultés ou accrochages au cours de la Conférence ?

— Je répondrai franchement : oui. Il n'y a là rien dont nous ayons à rougir. Dans toute assemblée démocratique, s'affrontent des différences de conceptions quant aux moyens à mettre en œuvre. Nous n'avons pas échappé à cette règle. Mais, au terme de nos travaux, nous avons su nous mettre d'accord sur des formules d'unanimité.

— Quels étaient, si je ne suis pas indiscret, les points de friction ?

— Ils étaient, en gros, de deux sortes : tout d'abord, nos délégations comprenaient des hommes appartenant à des courants de la gauche et de l'extrême-gauche européennes qui sont opposés politiquement. Il n'a donc pas été toujours facile de les atteler au même char. C'est la raison pour laquelle l'organisme permanent de coordination, souhaité par le Président Ben Bella et qui aurait dû sortir de cette conférence, a été ajourné ; mais il sera reconsidéré « dans un bref délai ». Les délégations ou fractions de délégations qui souhaitaient sa création immédiate vont, entre elles, créer, d'ici là, des liens provisoires. Mais elles attendent avec une confiante impatience d'être rejointes par les hésitants. L'aide à l'Algérie nouvelle ne peut souffrir aucun retard.

— Et l'autre point de friction ?

— Il résultait, tout naturellement, de la position un peu contradictoire dans laquelle se trouvait notre Conférence. Son objet était l'assistance technique et humanitaire. Mais, en même temps, sa tenue à Alger, en plein milieu d'une expérience révolutionnaire, lui conférait, qu'on le veuille ou non, et comme l'a souligné le Président Ben Bella lui-même, un caractère éminemment politique. Certains délégués ont peut-être perdu de vue ce dernier aspect de notre colloque. Ils ont craint d'endosser trop catégoriquement le socialisme qui se met en marche ici et d'adopter des motions n'ayant pas un rapport direct avec l'assistance à l'Algérie.

— Lesquelles par exemple ?

— C'est ainsi que la Conférence n'a pas cru devoir entériner une résolution que j'avais présentée au sujet des Français encore détenus pour leur participation à la révolution algérienne. Mais, grâce à la vigoureuse déclaration du Président Ben Bella, le 17 juin, à la salle Ibn Khaldoun, en réponse aux questions que je lui posais, l'opinion publique française et internationale est enfin saisie d'une situation scandaleuse qu'elle ignorait ou oubliait. Ici, pour éviter tout malentendu, je dois dire que mes questions au Président Ben Bella ne contenaient pas l'ombre de je ne sais quelle critique à l'adresse de nos frères algériens. Comme j'ai tenu à le préciser en public, nous savions que le chef du Gouvernement, dont nous étions les hôtes, n'a pas, n'a jamais oublié les huit détenus, et nous lui sommes reconnaissants de tous ses efforts répétés en leur faveur. C'est à nous maintenant, en premier lieu, à nous Français, et c'est aussi aux Européens amis de l'Algérie nouvelle, d'engager nous-mêmes la lutte pour la libération de ces jeunes hommes et de ces jeunes femmes. Le Président Ben Bella nous a rendu un inappréciable service en mettant cette question au premier plan de l'actualité, et si l'on nous objecte que le Chef de l'Etat français a la réputation de ne jamais céder à une pression, je répondrai qu'il a déjà dû, sous une certaine pression du peuple algérien, abandonner successivement l'Algérie française, puis une similitude « Algérie algérienne », pour se résigner finalement à l'Algérie indépendante. A nous de le faire reculer, non par des supplications ou de prudentes courbettes, mais par l'étalage ostensible de notre ferme volonté. Qu'on le sache bien, nous ne laisserons jamais rabaisser ces huit amis du peuple algérien au rang d'une « monnaie d'échange » sous le couvert de laquelle seraient amnistiés les criminels de l'O.A.S.